

# Le feu à la plaine

Site d'Aude Lancelin

## Emmanuel Macron, un putsch du CAC 40

ON 20 AVRIL 2017 23 AVRIL 2017 / PAR AUDE LANCELIN

**Comment le candidat d'« En marche ! » a été entièrement fabriqué par des médias entre les mains du capital, et pourquoi il est encore temps de résister à ce coup de force.**

C'était à la fin de l'été dernier, je venais de rendre le manuscrit du « Monde libre ». Mon regard errait devant les images de BFM TV, dans les vestiges d'une canicule parisienne achevée il y a peu. C'est alors que je compris brutalement que l'année 2017 serait terrible, et que la présidentielle à venir ne ressemblerait à rien de ce que ce pays avait connu jusqu'ici. La première chaîne d'informations en continu du pays, fleuron du groupe Altice-SFR détenu par Patrick Drahi, n'avait pas lésiné sur les moyens en ce 30 août 2016. Le tout pour couvrir un événement considérable, imaginez du peu : la démission du ministre de l'économie d'un jeune baron du hollandisme encore quasi inconnu du public deux ans auparavant.

Un scoop d'importance planétaire

([http://www.huffingtonpost.fr/2016/08/30/emmanuel-macron-demission\\_n\\_11776856.html](http://www.huffingtonpost.fr/2016/08/30/emmanuel-macron-demission_n_11776856.html)), on voit ça, qui valait bien la mobilisation générale de toute les équipes de la chaîne détenue par ce milliardaire français issu des télécoms. L'étrange spectacle qui s'étalait sur les écrans du pays ce jour-là, c'était un chérubin en costume-cravate s'échappant du ministère de Bercy en navette fluviale pour remettre sa démission à l'Élysée, poursuivi par les caméras de BFM TV, le tout dans le style flouté et distant caractéristique de la paparazzade, de l'image arrachée à l'intimité d'une personnalité livrée bien malgré elle à la convoitise des foules. Comme l'Hyppolite de Racine, le futur ex-ministre en question, qui n'était autre qu'Emmanuel Macron, semblait ainsi être saisi par surprise en train de « *traîner tous les cœurs après lui* » sur la Seine, dans une étrange séance de ski nautique géant national. Ce que le téléspectateur ignorait à ce stade, c'est que ce sont les cœurs des

patrons du CAC 40 qui battaient la chamade pour lui depuis déjà un petit moment, et que tous avaient un plan pour la France : porter à la Présidence de la République le chérubin si compréhensif aux doléances du capital. A ce stade il n'était rien, mais ça n'était pas un problème. Ses Geppetto, les poches pleines de billets et les rédactions pleines de journalistes, étaient prêts à en faire tout.

La scène, totalement surréaliste, m'est toujours restée en mémoire. De même que la surexcitation des commentateurs en plateau, chargés de faire mousser le non-événement, et de faire passer la dérisoire péripétie pour en faire un événement susceptible de casser l'histoire du monde en deux. Ce jour-là, oui, j'eus le pressentiment que nous nous apprêtions à vivre une opération de propagande d'une dimension et d'une nature tout à fait inhabituelles. Une blitzkrieg médiatique à côté de laquelle les éditoriaux érotiques du « Monde » en faveur d'Edouard Balladur en 1995, ou les tribunes culpabilisatrices de « l'Obs » ou de « Libération » pour faire gagner le « Oui » en 2005, ne furent que de dérisoires et fort rudimentaires précurseurs. L'équivalent d'une longue-vue d'amiral de l'armée des Indes par rapport à un satellite d'observation de l'actuelle US army, pour prendre une comparaison d'ordre militaire.

Il est certain en effet que la situation dans les médias s'est spectaculairement dégradée depuis ces années là, jusqu'à faire chuter la France au 45<sup>ème</sup> rang du classement 2016 de la liberté de la presse établi par « Reporters sans Frontières » (<https://rsf.org/fr/actualites/classement-mondial-de-la-liberte-de-la-presse-2016-la-france-45eme-recule-de-7-places>), quelque part entre le Botswana et la Roumanie. Le tout à cause, contentons-nous de citer l'organisme international sur ce point, « *d'une poignée d'hommes d'affaires ayant des intérêts extérieurs au champ des médias qui ont fini par posséder la grande majorité des médias privés à vocation nationale.* » Jamais une situation pareille de mainmise quasi totale sur la presse ne s'était vue en France depuis 1945. De sinistre mémoire, le quinquennat Hollande restera du reste comme celui de la victoire par KO du capital sur l'indépendance des rédactions. Le candidat PS s'était fait élire aussi sur la promesse de relever les seuils anti-concentration dans ce domaine. La loi naine dont son règne accouchera fin 2016, dite « Loi Bloche », s'empressera d'enterrer la chose au profit de la mise en place de dérisoires « chartes éthiques » censées garantir la liberté des journalistes. ([http://www.liberation.fr/debats/2016/12/16/loi-bloche-une-revolution-deontologique-a-double-tranchant-pour-les-journalistes\\_1535726](http://www.liberation.fr/debats/2016/12/16/loi-bloche-une-revolution-deontologique-a-double-tranchant-pour-les-journalistes_1535726)). Autant fournir de simples casques de chantier pour protéger des salariés travaillant en zone irradiée. A rebours de ses engagements, François Hollande favorisera en 2015

le rachat de titres historiques comme « Libération » et « l'Express » par Patrick Drahi, géant des télécoms, connu pour ses emplettes par effets de levier hautement destructrices d'emplois, et son contorsionnisme invétéré en matière fiscale. C'est également sous ce quinquennat qu'aura lieu la prise de contrôle du groupe « Canal+ » par Vincent Bolloré avec les conséquences sinistres que l'on sait. Ou encore le rachat en 2015 du « Parisien » par Bernard Arnault, déjà propriétaire des « Echos » et premier annonceur publicitaire de la presse, bien connu également pour son progressisme social, sans parler de sa sympathie pour le populo. Mais aussi, après l'absorption en 2010 du quotidien « le Monde » par un trio d'investisseurs emmené par Xavier Niel, ogre concurrent des télécoms, l'avalement par ce même groupe de la quasi totalité de la presse social-démocrate *mainstream*, avec le rachat en 2014 de « L'Obs », là encore surveillé comme le lait sur le feu par le président de la République.

Ainsi ce dernier pensait-il encore, début 2016, en dépit de sa popularité exécrationnelle, avoir mis autant d'atouts que possible de son côté pour la reconquête de son fauteuil présidentiel. Las, c'était sans compter sur Emmanuel Macron, le polichinelle que lui avaient mis dans le tiroir ses nouveaux amis du CAC 40. Avec son consentement, c'est là toute la perfection de la farce. Il y a quelque chose de biblique dans le châtement d'un Président qui, après avoir renoncé à faire de la finance son ennemi, confia à celle-ci sa politique économique, et se vit poignardé dans le dos par elle, jusqu'à devoir désormais escorter publiquement ses ambitions élyséennes. Plus précoce que sa dupe élyséenne, il y a des années que Macron plaçait ses pions auprès des géants des médias. Déjà lorsqu'il était banquier d'affaires chez Rothschild, le protégé d'Alain Minc avait conseillé le groupe Lagardère pour la vente de ses journaux à l'international. Excellentes aussi, les relations entretenues par Macron avec le sulfureux patron de Canal+, Vincent Bolloré, dont on connaît la passion pour les démocrates africains et l'indépendance des rédactions. L'ambitieux ne s'en était nullement caché auprès du journaliste Marc Endeweld, auteur de « L'Ambigu monsieur Macron » (Flammarion)

(<http://revuecharles.fr/son-plus-beau-coup-est-davoir-achete-hollande-a-la-baisse-quand-personne-ny-croyait/>). Très étroites également, celles qu'il a avec le fils de ce dernier, Yannick Bolloré, PDG d'Havas, géant de la communication mondiale. Avec le groupe de Patrick Drahi, c'est carrément la *love story* à ciel ouvert, même si en période électorale les pudeurs de carmélite s'imposent. Ainsi le Directeur général de BFM TV est-il régulièrement obligé de se défendre de faire une « Télé Macron », sans convaincre grand monde, tant les affinités électives sont en effet avérées entre le candidat à la présidence et l'entité Altice-SFR Presse. Lorsque Martin Bouygues et Patrick Drahi s'affronteront pour le rachat du groupe SFR, c'est Macron lui-même, alors secrétaire général de

l'Elysée, qui jouera un rôle décisif en faveur de ce dernier. Et en retour, lorsque celui-ci décidera de se lancer dans la course à la présidentielle fin 2016, on ne tardera pas à voir rejoindre son équipe comme conseiller aux affaires économiques l'ancien banquier Bernard Mourad, hier encore directeur d'Altice Media Group, à savoir SFR Presse. C'est du reste « Challenges » qui sortira cette dernière information, le magazine aujourd'hui encore dirigé par Claude Perdriel, autre organe fervent de la macronôlatie. Un agenouillement public à la fois si étouffant et si peu contestable que même ses rédacteurs, peu soupçonnables de déviances gauchistes, s'en plaindront sous la forme d'un communiqué de leur Société des Journalistes. (<http://www.arretsurimages.net/breves/2017-04-03/Challenges-pro-Macron-selon-ses-propres-journalistes-id20535>).

C'est toutefois avec Xavier Niel, à qui le même Perdriel revendit l'Obs en 2014, que les relations avec le candidat Macron sont devenues au fil du temps carrément torrides. Entre capitalistes qui s'assument, désirant pour la France un destin de « *start up nation* », peuplée de benêts rêvant de devenir milliardaires, c'est peu de dire que le courant passe. Alors même qu'un reportage diffusé au 20 heures de France 2 annonçait début 2016 que le patron de Free s'apprêtait à financer les ambitions de l'autre, Niel est devenu plus taiseux sur la question. Difficile en effet d'admettre publiquement pour l'homme fort du groupe « Le Monde » son degré de proximité avec le candidat d'En Marche!, alors même que beaucoup accusent déjà le quotidien du soir d'être devenu le bulletin paroissial du macronisme. Interrogé sur LCP le 16 mars dernier (<https://www.youtube.com/watch?v=QZmtSUq0f8o>), à peine Niel consentira-t-il à admettre que deux candidats pourraient convenir à ses convictions libérales, à savoir Emmanuel Macron et François Fillon. Un second choix qui ne surprendra que ceux qui ignorent que le candidat LR est l'homme qui lui accorda en 2009 la quatrième licence de téléphonie mobile, dans des conditions toujours restées opaques.

Etrangement, le programme de Jean-Luc Mélenchon semble aujourd'hui résonner beaucoup moins favorablement aux oreilles de Xavier Niel, qui le compare même dans une récente interview accordée au « Temps » (<https://www.letemps.ch/monde/2017/04/15/xavier-niel-france-societe-civile-plus-poids-decisions-politiques>) à celui de Marine Le Pen. Exactement ce que font les éditorialistes du « Monde » à longueur de semaines – simple communion de vues, vous expliqueront les journalistes du quotidien, dont la perspicacité semble hélas souvent peu en rapport avec la fonction revendiquée de vigie démocratique. Une sorte d'« harmonie préétablie » qui arrange décidément tout le monde. Pour le dire avec les mots de Leibniz : la « substance » actionnariale n'affecte qu'elle-même – c'est-à-dire qu'elle ne passe, par exemple, jamais de coups de fils. Et

pendant, toutes les « substances » journalistiques qui oeuvrent sous ses ordres semblent interagir causalement avec elle – c'est-à-dire par se mettre comme par enchantement à son exact diapason. N'y a-t-il pas là une merveille tout à fait étonnante à étudier pour l'esprit ?

Lui aussi actionnaire du groupe « Le Monde », le milliardaire du luxe Pierre Bergé, n'aura pas réussi à s'abstenir de tweeter sa fougue macronienne pendant la campagne. « *J'apporte mon soutien sans la moindre restriction à Emmanuel Macron pour être le président qui nous conduira vers une sociale-démocratie* », lira-t-on ainsi le 30 janvier. Là encore, les journalistes du quotidien se sont contentés de détourner le regard. Trop occupés pour certains à scruter les atteintes oligarchiques à la liberté d'expression chez nos voisins. Une imprudence due au grand âge, entend-on *mezza voce* au « Monde », sans que rien permette de dire hélas que ce jugement soit un simple effet de la terreur subie. La facilité, et en réalité aussi le bon sens, pousseraient à penser que les journalistes, sous le joug de leurs bailleurs de fonds n'osent plus bouger une oreille. La réalité est hélas plus complexe. Certains d'entre eux crèvent de peur, c'est un fait. Beaucoup d'autres en revanche ne sentent même pas le poids de leurs chaînes. Ils pensent réellement qu'entre la finance à face de chérubin et le lepénisme à visage féminin, il n'y a plus rien à choisir, à penser, à tenter. Ils ont du reste souvent été sélectionnés pour cette aptitude-là, cette étonnante faculté à faire sien ce qu'on vous commande de penser, cette soumission anticipée aux desideratas actionnariaux qu'il serait en effet malséant d'avoir ne serait-ce qu'à énoncer.

La presse n'ayant quoiqu'il en soit pas été très empressée à fournir la Carte du Tendre permettant de s'orienter dans les relations entre Macron et les tycoons français, les lecteurs vraiment obstinés auront dû se contenter durant toute cette campagne de rabouter des petits cailloux épars. Une enquête particulièrement bien informée de « Vanity Fair » sur la reine de la presse people, Michèle Marchand dite « Mimi » (<http://www.vanityfair.fr/enquetes/articles/article-magazine-mimi-marchand-la-reine-des-people-au-chevet-des-macron/51393>), levait début avril un coin du voile sur les dîners privés organisés entre Xavier Niel et le couple Macron un an avant la présidentielle. « *Quand lors d'un dîner avec les Macron, j'ai entendu Brigitte se plaindre des paparazzis, explique ainsi tranquillement Niel à « Vanity Fair », je lui ai naturellement conseillé Mimi.* » Et la journaliste Sophie des Déserts de préciser que c'est le patron du groupe « Le Monde » qui organisa la rencontre à son domicile. Un hôtel particulier du Ranelagh, où il réside avec la fille de Bernard Arnault, patron de LVMH et autre grand fan du petit prince Macron, dont le CAC 40 voulait faire son loyal gérant élyséen.

Pourquoi aucun grand titre de la presse n'a-t-il trouvé utile d'enquêter sur ce genre de connivences menaçantes ? Pourquoi a-t-on eu au contraire l'impression étrange d'assister pendant toute cette campagne à un putsch démocratique au ralenti, avec un terrible sentiment d'impuissance ? Davantage qu'une intuition, c'est une certitude : si Emmanuel Macron devait être élu à la Présidence de la République, on se réveillerait en mai avec une nouvelle nuit du Fouquet's, des révélations feuilletonnées sur toutes sortes de grands donateurs, des histoires de premier cercle rappelant les pires heures du sarkozysme, de collusions d'une ampleur inédite entre très gros intérêts industriels, médiatiques et financiers (<https://mrmondialisation.org/la-liste-des-conflits-dinterets-des-candidats/>). Partout l'argent rode autour de cette candidature, tout le monde le sait. Lorsque les conditions concrètes qui ont présidé à cette mise sur orbite sortiront enfin dans la presse, *post festum*, car elles finiront par sortir, ces choses là finissent toujours par sortir, les Français n'auront alors plus que leurs yeux pour pleurer. Entre temps, l'ISF sur les grands patrimoines financiers aura été supprimé, le code du travail ravagé à coups d'ordonnances, les services publics sévèrement amputés, les dividendes toujours mieux reversés. Un véritable continent oligarchique est là encore à demi-englouti, prêt à surgir sous nos yeux le 8 mai prochain, et personne n'a jugé bon jusqu'ici de le dévoiler aux citoyens. Surtout pas ceux dont c'est en théorie le métier, à savoir les journalistes. Au moment où ces lignes s'écrivent j'aperçois la pétition d'absurdité que celles-ci recèlent : comment la presse entre les mains de ces messieurs pourrait-elle enquêter sur sa propre nocivité et a fortiori sur la leur ?

Un tableau complet de l'ahurissante endogamie macronienne des médias français exige bien sûr pour finir de mentionner la dizaine de couvertures sur Macron (<http://www.acrimed.org/L-Obs-observe-Emmanuel-Macron-jusqu-a-L-Obsession>) réalisées en deux ans et demi par mon ancien journal, « l'Obs », titre historique de la deuxième gauche également tombé dans les mains de Niel et ses associés à la faveur de l'effondrement de la valeur des médias depuis la fin des années 2000. Pendant ce temps, une seule « Une » consacrée à Mélenchon, candidat pourtant surreprésenté chez les jeunes et les intellectuels, dont ce journal aurait eu terriblement besoin pour survivre en cette période, et retrouver un peu de son lustre passé. Une autre à Hamon, candidat pourtant officiel du PS. Un éditorial sidérant publié à quatre jours du scrutin (<http://tempsreel.nouvelobs.com/presidentielle-2017/20170419.OBS8202/pourquoi-macron-par-matthieu-croissandeau.html>) appellera carrément les lecteurs à voter Macron, en contravention flagrante avec le pluralisme de gauche revendiqué depuis toujours par la direction du journal. On ne pourra

décidément pas dire que le job n'aura pas été fait *manu militari* pour dégager la route à celui-ci. On ne pourra pas dire que tous les *helpers* milliardaires de la place ne se seront pas mis en marche, et même en déambulateurs, pour le gandin aux envolées oratoires poussives. On ne pourra pas dire que tous les moguls des télécoms qui entravent désormais la libre circulation des opinions n'auront pas tout tenté pour gonfler la baudruche à grand renfort de panégyriques dans leur presse, et d'enquêtes jamais faites.

Comment se fait-il que dans de grandes rédactions comme « l'Obs » ou « Le Monde », on ne puisse identifier aucun titulaire de carte de presse se réclamant à visage découvert des idées de la « France Insoumise », quand tant de leurs confrères brament sans vergogne leur macronisme sur les réseaux sociaux ? N'est-il pas prodigieux que, dans des journaux se réclamant encore de la gauche, on ne puisse trouver nulle expression, sorti de l'espace dédié aux tribunes extérieures, en faveur d'un ex-sénateur mitterrandiste ne faisant somme toute rien d'autre que de se réclamer des fondamentaux historiques du socialisme ? Hélas j'en connais les raisons. Ce sont déjà celles que je donnais dans le « Monde libre ». Toutes les idées sont tolérées dans ces rédactions-là où, non sans stupéfaction, j'ai par exemple pu entendre un chef de service défendre le programme économique de François Fillon comme étant le meilleur d'entre tous début 2016. Toutes les idées, oui, sauf celles de la gauche debout contre le néolibéralisme. Toutes les idées, sauf celles aujourd'hui portées par un social-démocrate conséquent comme Jean-Luc Mélenchon, repeint par le Président de la République actuel en dictateur et en ennemi de l'Occident. Il est tout de même ironique que de telles paroles viennent justement de François Hollande, ami autoproclamé du « *Monde libre* » comme on appelait il y a peu ledit Occident, qui aura passé tant de temps sous son quinquennat à fréquenter les oligarques de la presse nationale pour tenter d'acheter par avance une élection, à laquelle il n'aura finalement même pas pu prétendre.

Entièrement revenus dans le poing du capital, situation inédite depuis les lendemains de la Libération, les médias auront en moins de deux ans réussi à transformer en possible présidentiable un ex-banquier d'affaires à peine sorti de l'œuf, n'ayant jamais décroché le moindre mandat électif. C'est peu de dire que chez le chérubin de ses messieurs, comme dans la philosophie sartrienne, le passage à l'existence médiatique aura de loin précédé l'essence politique. En faut-il d'ailleurs du mépris pour le peuple français, pour tenter un coup de force pareil. Macron, ce n'est pas seulement la continuation de politiques usées, celles qui ont lepénisé les classes populaires depuis trois décennies et rétabli un quasi esclavage pour certains peuples européens. Macron, c'est le retour du tâcheronnage sous couvert de modernité. Macron, c'est le 19<sup>ème</sup> siècle à travers les

âges et son indifférence complète à la souffrance populaire, à peine barbouillé de couleurs acidulées et de Silicon Valley. Macron, c'est en réalité ni plus ni moins que le retour du Comité des Forges, et de sa fameuse presse, entièrement asservie par l'argent de la haute finance et celui de la grande industrie, dont les anciens résistants formèrent le rêve de débarrasser le pays à jamais, une fois les « Jours heureux » venus.

Mais me direz-vous, nombre d'« opérations » médiatiques destinées par le passé à peser sur la présidentielle échouèrent finalement. Une percée spectaculaire de Jacques Chirac, au printemps 1995, eut ainsi raison du sacre attendu d'Edouard Balladur, le candidat que la caste s'était choisi. Et il en alla de même en 2005, alors qu'une campagne d'intimidation littéralement terroriste menée par le « cercle de la raison », s'était pourtant abattu sur les partisans du « Non ». Tout ceci est absolument vrai. Au jeu de la pédagogie à coup de matraque, les médias peuvent parfois rater leur coup, même si pour une opération loupée de temps à autres, on pourrait dénombrer tant de leurs réussites passées inaperçues. C'est la raison pour laquelle l'écriture de ce texte ne m'a pas semblé entièrement vaine, à quelques jours du premier tour d'une présidentielle à nulle autre pareille. Tant que le mal n'est pas fait, tout peut encore être défait. Français, ne vous laissez pas voler cette élection.

**Aude Lancelin**

## 60 réflexions sur “Emmanuel Macron, un putsch du CAC 40”

### 1. **Bilboquet**

Bien vu, bien dit.

Et une question jusqu'ici sans réponse : pourquoi, la gauche, la vraie, aujourd'hui « Insoumise », n'a jamais pu avoir une quelconque mainmise sur le moindre média d'envergure nationale, que ce soit dans la presse écrite ou, plus important, dans l'audiovisuel.

Mélenchon et ses partisans ont certes réussi à propager leurs idées sur les réseaux sociaux – ce qui est louable – mais en croyant naïvement que les grandes lucarnes ont perdu de leur influence d'antan, ce qui est, hélas, faux.

Le niveau de connaissance sur les questions économiques, sociales et sociétales et même internationales des Français de base se révélant à chaque micro-trottoir (on n'en manque pas)



d'une affligeante nullité, les éditorialistes ou les experts 'maison' ont alors beau jeu de formater les cerveaux par des envolées simplistes pour détruire en deux formules le moindre programme qui ne leur sied point. L'épisode du Mélechon= Castro ou Chavez en est l'exemple même.

Pire, même sur le service public censé devoir faire preuve d'objectivité, les ritournelles du chauve Lenglet de France 2 (« combien ça va coûter tout ça ? » ou « c'est pas chiffré ») sont ravageuses.

Le CSA compte les temps de paroles des candidats, un jour devra-t-il peut-être compter aussi les temps de paroles des éditorialistes et des journalistes.

**25 AVRIL 2017 À 1 H 55 MIN**    **RÉPONDRE**

## 2. Alias

Le discours de Macron dimanche soir est à classer comme le plus creux de la 5e République. Son « redonnons la joie de l'espoir » en est l'exemple le plus flagrant. Merci pour cet excellent article sur la marionnette manipulée. Le 7 mai, ce sera blanc de blanc pour moi !

**25 AVRIL 2017 À 7 H 17 MIN**    **RÉPONDRE**

**PROPULSÉ PAR WORDPRESS.COM.**